

Mentionnons, à titre d'exemple, que le minerai de fer du Québec, du Labrador et du nord-ouest de l'Ontario appartiennent au Québec, au Labrador et à l'Ontario, et que le gouvernement fédéral n'a rien eu à voir aux contrats d'amodiation des gisements. Mais il contrôle, bien sûr, l'exportation de ces minerais. Par le truchement de sa politique fiscale, le gouvernement fédéral a probablement facilité ces exploitations après que les provinces eurent accordé des baux et des permis, mais dans presque tous les cas, l'initiative appartenait à la province.

Monsieur l'Orateur, sauf erreur, le Québec a grand besoin d'expansion économique et son gouvernement s'oppose énergiquement à toute mesure ayant pour effet de décourager les investissements étrangers. Au cours d'une entrevue qu'il accordait il y a plusieurs semaines, le premier ministre du Canada (M. Trudeau), à qui on demandait s'il était contre le nationalisme économique au Canada, a répondu ceci:

Oui, je suis contre le nationalisme économique, s'il a pour effet d'appauvrir le pays. On ne peut pas, je pense, acquérir une plus grande indépendance, comme le disait, sauf erreur, M. Harry Johnson, «en devenant plus pauvre».

Selon moi, ce ne sont pas les investissements étrangers qui constituent un problème, mais l'insuffisance des investissements. Monsieur l'Orateur, puis-je signaler qu'il est 1 heure.

M. l'Orateur: Puisqu'il est 1 heure, je quitte le fauteuil. La Chambre reprendra l'étude de cet article de l'ordre du jour à 2 heures.

(La séance est suspendue à 1 heure.)

REPRISE DE LA SÉANCE

La séance reprend à 2 heures.

M. Badanai: Monsieur l'Orateur, juste avant 1 heure, je soulignais la remarque du premier ministre au sujet du nationalisme économique: si cela contribue à appauvrir le pays, il s'y oppose, disait-il. Moi aussi, monsieur l'Orateur. Je conviens avec le ministre de l'Industrie et du Commerce du Québec que toute initiative fédérale visant à restreindre l'entrée de capitaux américains ou étrangers au Québec doit prévoir d'autres emplois en remplacement de ceux dont elle entraînerait la perte. Des investissements étrangers s'imposent pour la création d'emplois, non seulement au Québec mais aussi dans ma propre circonscription de Fort William.

• (1410)

Pour en revenir au Comité pour un Canada indépendant—et, entre parenthèses, même si ma vie en dépendait, je ne puis admettre l'idée que le Canada n'est pas indépendant, contrairement à l'opinion exprimée à la réunion tenue à Thunder Bay,—feu M. Howe était plus Canadien que ceux qui cherchent à le faire passer pour pro-Américain afin de mieux servir leur anti-américanisme. M. Howe a contribué à inciter un grand nombre de Canadiens à devenir producteurs au lieu de faire dépendre le pays de produits importés pour répondre aux nombreuses

exigences imposées par l'effort de guerre et la reconstruction d'après-guerre.

Dans tous ses grands efforts, M. Howe a eu à faire face aux mêmes difficultés qui se sont toujours posées au Canada depuis le début: le manque de capital à risques et une répugnance évidente de la part de la majorité des Canadiens possédant des capitaux de s'engager dans des projets comportant des risques. La même situation règne de nos jours. Par exemple, ce sont des investisseurs américains qui ont sauvé un des plus anciens lieux de villégiature au Québec, le manoir Richelieu de la Malbaie, bien connu comme endroit de réunions d'affaires. Il y a environ un an, le propriétaire de ce grand hôtel a dû le mettre en vente à cause d'un important déficit d'exploitation. Aucun Canadien ne voulait l'acheter. Les banquiers canadiens étaient sceptiques quant à l'avenir de cet hôtel. Puis, un citoyen de Cleveland s'en porta acquéreur. Il réunit des associés, constitua une compagnie et poursuivit l'exploitation de ce lieu de villégiature. Les nouveaux propriétaires ont des projets ambitieux, notamment celui de garder l'hôtel ouvert plus longtemps chaque année. Ils méritent de réussir et nous leur souhaitons bonne chance.

Il s'écoulera bien des années avant que nous puissions nous passer de capitaux étrangers. Quant à moi, je crois que nous ne pourrions jamais financer toute l'expansion industrielle nécessaire au maintien de notre niveau de vie sans recourir à des capitaux étrangers. Nous devrions faire en sorte de garder la confiance de nos amis étrangers. La création, dans notre pays, d'un climat anti-américain ne peut que nous faire du tort. Une telle atmosphère pourrait éloigner les capitaux et le tourisme, tout en nuisant à la vente des produits canadiens.

Les Canadiens ne sont pas sots. Je doute qu'ils se laissent duper par ce ramassis de gens qui se sont réunis à Thunder Bay pour parler à tort et à travers d'intervention de l'État et de socialisme, sans indiquer en quoi ce soit ce qu'ils entendent substituer aux capitaux étrangers et faire pour promouvoir une expansion continue sans laquelle nous ne saurions nourrir l'espoir de trouver des emplois à une main-d'œuvre plus nombreuse, et qui s'accroît plus rapidement que dans n'importe quel autre pays occidental. Je suis certain que cette législature présentera d'autres mesures qui auront pour effet de réduire le chômage dans toutes les parties du Canada.

Pour ce qui est de nos relations avec les États-Unis, j'aimerais citer un passage de l'allocution prononcée par Lord Thompson of Fleet à l'Empire Club de Toronto, et qui traitait des économies des différents pays. Voici ce qu'il a dit:

Les Américains ont supporté, sur le plan international, de lourdes charges, et, en fait, ils ont financé les échanges mondiaux par leur déficit.

Il a ajouté:

La crise monétaire se serait réglée plus tôt, à mon avis, si nous avions tous montré plus de compréhension. Il me semble que, loin de manifester de l'hostilité ou de chercher une revanche, tous les Canadiens devraient se féliciter d'avoir des voisins aussi généreux, bienveillants et avisés que les États-Unis.

A propos de notre commerce avec les États-Unis, près du quart des biens et services produits au Canada sont exportés, et près de 70 p. 100 de ces exportations sont acheminées vers les États-Unis. Il serait par conséquent désastreux que les négociations sur le commerce canado-américain échouent.